



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3028

Texte de la question

SAUVETAGE DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Meyer Habib. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, la Grèce est au bord du gouffre, au bord du défaut de paiement. L'heure est grave. Si aucun accord n'est trouvé d'ici la fin de la semaine, le pays sera en faillite, avec toutes les conséquences dévastatrices que cela emporterait tant pour le peuple grec que pour les autres économies de la zone euro, et la France ne serait naturellement pas épargnée.

Sous la pression internationale, Alexis Tsipras a ces derniers jours adopté une posture moins arrogante, moins populiste, plus réaliste – semble-t-il – et plus constructive. Des efforts ont été consentis en direction des créanciers : coupes dans les dépenses, notamment dans le budget des retraites, et nouvelle augmentation des impôts.

Si certaines de ces avancées semblent satisfaisantes, nous n'avons toutefois pas de visibilité quant aux termes de l'accord final qui pourrait être trouvé d'ici vendredi. Cette impression de flou est renforcée par certaines déclarations antagonistes du Président de la République et de la Chancelière allemande, Angela Merkel, qui laissent entrevoir des divergences politiques sur le fond.

Alors que la dette grecque s'apparente de plus en plus à un gouffre sans fond, les Français s'interrogent. Sommes-nous bien, comme nous le souhaitons tous, en attente d'un plan robuste qui serait de nature à offrir une solution durable pour permettre à la Grèce de se reconstruire, ou bien s'agit-il d'une stratégie d'évitement qui reviendrait à reculer pour mieux sauter ?

Monsieur le ministre, pouvez-vous éclairer la représentation nationale sur l'avancée des négociations et nous indiquer quelle position défendra la France et quels seront les contours de l'accord final ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Sur la question difficile de la situation de la Grèce et des rapports qu'elle entretient avec le reste de la zone euro, nous devons aujourd'hui être ambitieux et volontaires. Ce dont nous, Européens – y compris la France, pilier de la construction européenne depuis toujours – avons besoin avec la Grèce, c'est un accord global et durable, et non pas d'un accord qui durerait quelques jours et reporterait les problèmes, les difficultés et les incertitudes aux mois de juillet ou d'août, voire à la fin de l'année.

Nous avons besoin d'un accord qui donne de la visibilité à la Grèce afin que son économie puisse repartir, que ses entreprises, ses commerçants, ses artisans puissent retravailler dans de bonnes conditions, que ses salariés aient davantage de certitudes quant à leur avenir.

Au fond, ce qu'il faut à la Grèce, comme à l'ensemble de l'Europe et comme à la France, c'est de la croissance – une croissance durable et suffisamment forte pour créer de l'emploi et la richesse supplémentaire dont les peuples comme le peuple grec ont aujourd'hui tellement besoin, tant ils ont souffert année après année.

C'est à ce cela que nous travaillons ! C'est à cela que le Président de la République travaille depuis le premier jour ; c'est à cela que, plus modestement, je travaille avec l'ensemble de mes collègues membres du conseil Ecofin, qui réunit les ministres des finances.

M. Christian Jacob. On en voit le résultat !

M. Michel Sapin, ministre. Dans les heures et dans les jours qui viennent, nous devons continuer ce travail. Oui, monsieur le député, les propositions qu'a formulées la Grèce sont solides et sérieuses. Elles méritent d'être examinées avec précision, parce que nous avons enfin la possibilité de trouver d'ici la fin de la semaine cet accord global et durable dont nous avons besoin ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Meyer Habib](#)

Circonscription : Français établis hors de France (8^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3028

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 juin 2015](#)